

Merci à chris38

Membre du site www.devenez-fonctionnaire.fr

ÉTIQUETTE
D'IDENTIFICATION

Merci pour le partage et pour les futurs candidats

À compléter par le candidat

battre le cache qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance

Concours externe - interne - professionnel - ou examen professionnel (1)
Rayer les mentions inutiles

Pour l'emploi de : AGENT DES FINANCES PUBLIQUES

Épreuve n° : 2

Matière : REDACTION ET QUESTIONS

Date : 04/10/2016

Nombre d'intercalaires supplémentaires : 1

À L'ATTENTION DU CANDIDAT

En dehors de la zone d'identification rabattable, les copies doivent être totalement anonymes et ne comporter aucun élément d'identification tel que nom, prénom, signature, paraphe, localisation, initiale, numéro, ou toute autre indication même fictive étrangère au traitement du sujet.

Il est demandé aux candidats d'écrire et de souligner si nécessaire au stylo bille, plume ou feutre, de couleur noire ou bleue uniquement. Toute autre couleur pourrait être considérée comme un signe distinctif par le jury, auquel cas la note de zéro serait attribuée. De même, l'utilisation du crayon surligneur est interdite.

Les étiquettes d'identification codes à barres, destinées à permettre à l'administration d'identifier votre copie, ne doivent être détachées et collées dans les deux cadres prévus à cet effet qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance.

QUESTIONS

l'écrit est une continuité de la traditionnelle qui a bénéficié des technologies. Elle répond principalement aux besoins individuels.

L'écrit solidaire (ESS) répond plus aux besoins collectifs. Elle a des dimensions sociales, éducatives, environnementales, de gouvernance démocratiques. Elle est plus locale. Ses bénéfices ne sont pas immédiats et les coûts de mise en œuvre sont faibles.

L'écrit est de répondre aux besoins de prise de décision. L'écrit est une prise de décision qui n'est pas de but en but. Par son activité, cette association permet de permettre à ses membres de participer.

Les ESS ont des besoins de financement (État, Région, Département, communes, associations, le public). Les ESS ont des besoins de 3 points.

NOTE / 20
17,50

I QUESTIONS

1) L'économie collaborative est une continuité de l'économie de marché traditionnelle qui a bénéficié de l'évolution des technologies. Elle répond principalement aux besoins individuels.

L'économie sociale et solidaire (ESS) répond plus particulièrement aux besoins collectifs. Elle a des finalités différentes (sociales, éducatives, environnementales) et des principes de gouvernance démocratiques. Elle a aussi une réalité plus locale. Ses bénéfices ne sont pas distribués en dividendes et les écarts de salaires sont faibles.

2) La finalité de l'ESS est de répondre aux besoins collectifs. Une entreprise classique laisserait une association de Sport et Loisirs qui n'a pas de but lucratif alors que par son activité, cette association a une utilité sociale en permettant à ses membres de pratiquer une activité.

3) 53% des entreprises de l'ESS ont vu baisser leurs financements publics (Etat, Région, département, collectivités). Dans les associations, la part de subvention publique a baissé de 3 points de 2005 à 2011.

Pour elles, les solutions à développer pour y remédier sont :

- actualisation du modèle économique
- diversification des ressources
- développement du mécénat
- dons privés
- financement participatif (crowdfunding)
- mutualisation des ressources matérielles
- mutualisation des emplois.

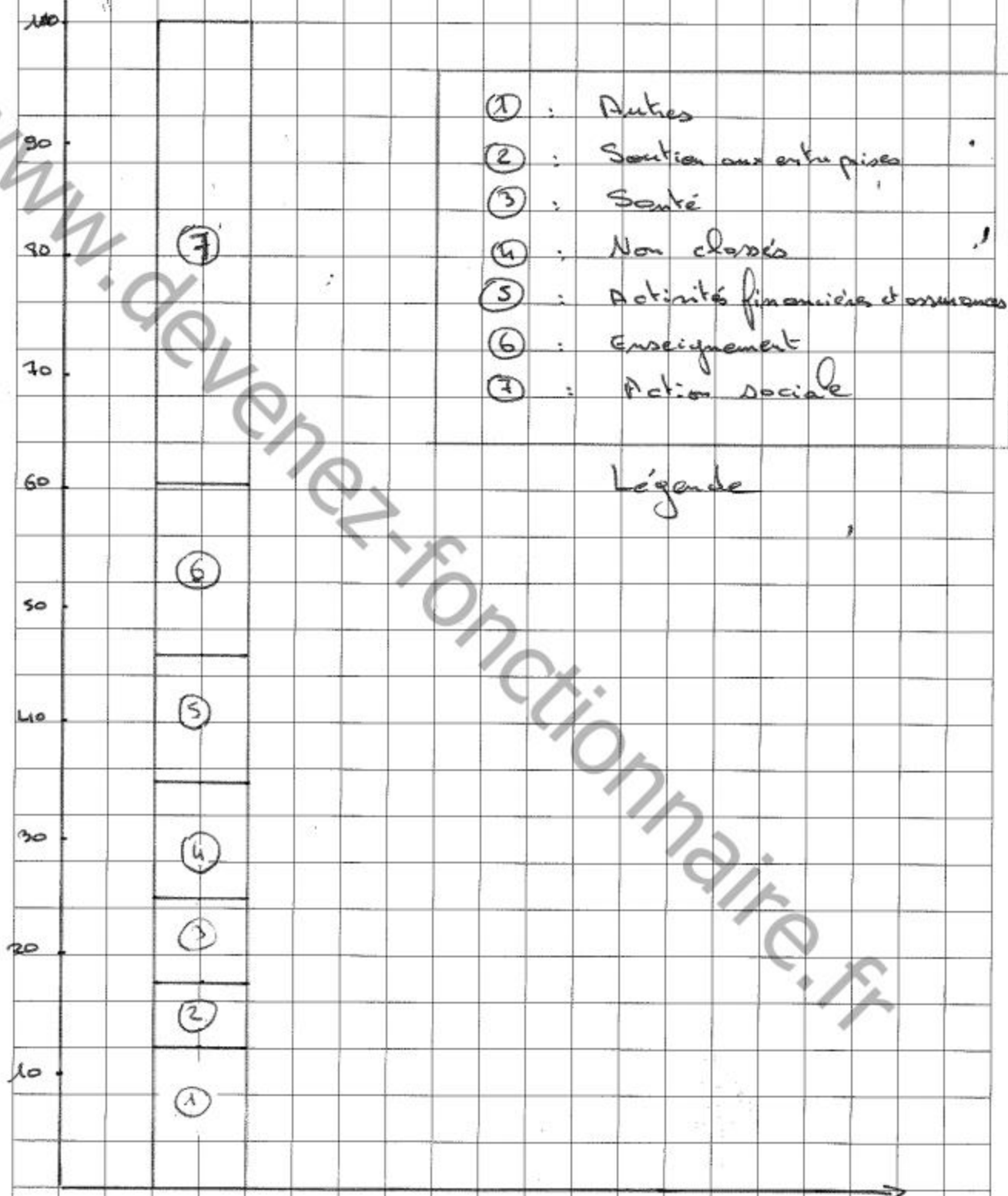
4) Au delà du financement direct par subventions, l'Etat est impliqué dans le développement de l'ESS. Ainsi, il a adopté le statut de SIC, promulgué la loi du 31 juillet 2014 sur l'ESS (la part de collectivités dans le capital de SIC peut passer de 20 à 50%, l'Etat peut financer l'ESS, les salariés doivent être informés préalablement à la vente de leur entreprise afin de pouvoir la reprendre) et chargé la tutelle du délégué à l'ESS au Trésor. Il existe également des chambres régionales de l'Economie Sociale avec un Conseil National et un observatoire.

II APPLICATIONS

1) histogamme opilé

Part des secteurs d'activité de l'ESS en terme d'effectif

% de l'effectif



2) Parmi les établissements privés hors ESS, 26,8% sont des micro-établissements. Ces établissements embauchent 26,2% des salariés privés hors ESS.

La part des salariés appartenant à des petits établissements (10 à 49 salariés) est de 35,3%. Ces salariés travaillent dans 17,7% des établissements ESS.

3) Masse salariale

2013: 100 Mds d'€ représentent 6% du PIB.

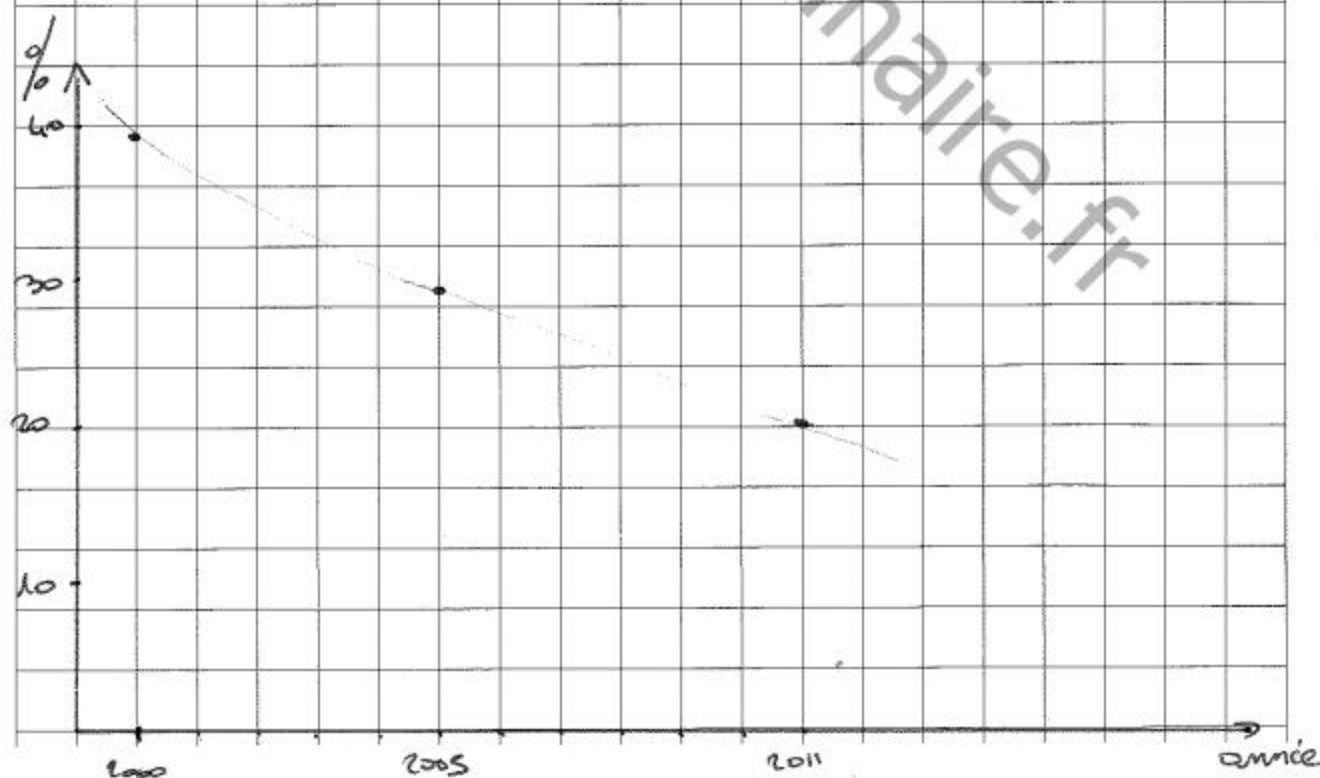
Le PIB est donc de $\frac{100}{0,06} = 1666,67$ Mds €

2015: avec un PIB identique à 2013, la valeur ajoutée est $1666,67 \times 0,10 = 166,67$ Mds €

Valeur ajoutée 2015 de l'ESS: 166,67 Millions d'euros

4)

Evolution de la part des subventions publiques dans les budgets des associations employées



III REDACTION

Le modèle économique dominant de notre société voit la finance se contenter de concentrer les richesses. Ce modèle apporte son lot de difficultés: difficultés d'accès à l'emploi, personnes âgées seules, culture délaissée, décrochage scolaire, préservation de l'environnement reléguée à de bonnes intentions...

Avec son visage atypique, l'économie sociale et solidaire a des solutions pour résoudre les problèmes de la société française et les perspectives de cette nouvelle forme d'économie sont optimistes.

Une entreprise de l'ESS, comme toute entreprise, se doit d'être pérenne, par contre elle cherche à répondre aux besoins collectifs. C'est là la différence, ce sont ses finalités et ses principes.

Ainsi, sa gestion répond aux principes suivants: bénéfices attribués à la préservation, réserves non distribuées. La valeur ajoutée ne part pas dans la finance.

En ce qui concerne sa gouvernance, ses statuts prévoient l'information et la participation des salariés empêchant ainsi la formation d'un mur entre dirigeants et employés.

Au niveau économique, elle apporte sa pierre à l'édifice avec une valeur ajoutée brute créée de 100 milliards d'euros sans compter l'économie induite et les bénéfices sociaux.

L'insertion par l'activité économique (IAE) insère des personnes éloignées de l'emploi dans des domaines utiles à la collectivité tels que les services à la personne et les métiers liés à l'environnement.

Par exemple, la moitié des structures d'aide à domicile sont de l'ESS tout comme 2 établissements d'accueil d'enfants handicapés sur 10.

Avec son utilité sociale, l'ESS apporte des solutions aux problèmes de la société française, son avenir est-il pour autant assuré ?

Avec une baisse constante des subventions allouées, l'ESS a des moyens pour y remédier : actualisation du modèle économique, diversification des ressources, développement du mécénat et des dons privés, financement participatif, mutualisation des ressources et des emplois.

Son poids économique, aujourd'hui de 10% du PIB, est en progression et son emploi augmente quand il baisse dans le reste de l'économie.

L'attractivité de l'ESS est également croissante : 1 diplômé de grande école sur 2 souhaite travailler dans l'économie sociale et solidaire.

On observe des métiers nouveaux : gestion de société coopérative, métiers de l'économie verte et solidaire ...

La transmission d'entreprises saines est en difficulté croissante et avec le papy boom, un grand nombre de dirigeants va prochainement partir en retraite.

Malgré l'incertitude économique qui règne aujourd'hui, l'ESS a les moyens d'assurer son avenir.

(pour les épreuves à option,
indiquer le sujet traité)

INTERCALAIRE N° 1

ÉTIQUETTE
D'IDENTIFICATION

660120160100021503

Certains hommes politiques en campagne électorale définissent la finance comme un ennemi. Si l'économie, dont la finalité est de répondre aux besoins des consommateurs et des producteurs, est orientée vers l'ESS, la France pourra ~~renouer avec un de ses fondements~~ l'équité solutionner ses problèmes.